



Construction: Québec intervient *Page B 1*



Brésil: Rio et São Paulo cèdent à la rue et baissent le tarif des transports *Page B 5*

Fermeture des Communes sur fond de compromis trois jours plus tôt que prévu *Page A 3*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIV N° 137

LE DEVOIR, LE JEUDI 20 JUIN 2013

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

Vers de graves pénuries alimentaires

La hausse des températures risque de frapper de plein fouet les plus démunis

ALEXANDRE SHIELDS

Au rythme où l'activité humaine bouleverse le climat de la planète, la hausse des températures risque de provoquer de graves pénuries alimentaires qui frapperont de plein fouet les plus démunis d'ici à peine deux à trois décennies, a prédit mercredi la Banque mondiale. Ce rapport est publié en même temps qu'une nouvelle étude démontrant que la fonte à venir du pergélisol aggravera encore davantage les changements climatiques.

Le constat du président de la Banque mondiale (BM), Jim Yong Kim, est sans appel: «*Si le monde se réchauffe de 2°C, ce qui pourrait arriver dans les vingt à trente prochaines années, cela se traduira par de vastes pénuries alimentaires, des vagues de chaleur sans précédent et des cyclones plus violents.*»

L'Afrique et l'Asie du Sud-Est seraient les premières victimes de ces pénuries

L'institution, qui avait déjà sonné l'alerte sur le climat en novembre, confirme ainsi son scepticisme sur la capacité de la communauté internationale à freiner la hausse du thermomètre mondial à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, alors que la planète en est déjà à +0,8°C. De plus en plus d'organisations, dont la BM, prédisent d'ailleurs que l'inaction internationale nous conduit vers une hausse qui pourrait atteindre 4°C dès 2060. L'Agence internationale de l'énergie évoque même une hausse de 5,3°C d'ici la fin du siècle.

Mais déjà, avec le scénario à +2°C d'ici 2040, la BM avertit que l'Afrique verrait à terme sa production agricole totale reculer de 10% d'ici à 2050, et environ 40% de ses terres dédiées au maïs devenir «*inutilisables*» dans la décennie 2030. «*Des températures extrêmes pourraient affecter les récoltes de riz, de blé, de maïs et d'autres cultures importantes et menacer la sécurité alimentaire*» des pays pauvres, estime l'institution

VOIR PAGE A 8 : PÉNURIES

AUJOURD'HUI



Culture › Ce n'est plus pareil le matin. René Homier-Roy quitte l'émission matinale de la Première Chaîne. *Page B 7*

Actualités › La chronique de Michel David: Le bulletin de l'opposition. *Page A 3*



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 2
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

«*Je me rends compte aujourd'hui qu'il est pénible de continuer ces deux projets sans inévitablement en négliger un pour m'occuper de l'autre. Et trop souvent, c'est la famille qui tombe dans la première catégorie*», a déclaré, ému, Jean-Martin Aussant.

Coup dur pour Option nationale

Évoquant des raisons familiales, Jean-Martin Aussant quitte la vie politique

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
JESSICA NADEAU

Jean-Martin Aussant a tenté le coup, mais en vain: impossible d'être chef de parti et père de jumeaux de deux ans à temps plein, a-t-il conclu. Annoncée mercredi matin, sa décision de quitter la vie politique a bouleversé les militants d'Option nationale. Et l'avenir du parti souverainiste paraît aujourd'hui fort incertain.

«*Le parti s'engage dans une période très délicate et difficile*»

– Camil Bouchard
«*Je me rends compte aujourd'hui qu'il est pénible de continuer ces deux projets sans inévitablement en négliger un pour m'occuper de l'autre. Et trop souvent, c'est la famille qui tombe dans la première catégorie.*»

VOIR PAGE A 8 : AUSSANT

Lire aussi › L'éditorial de Josée Boileau: Après le chef. *Page A 6*

Le frisson dans leurs chansons

Autour de la table de cuisine des émotions avec les Sœurs Boulay

Pourquoi est-on si chamboulés quand l'unisson devient harmonie dans *Ça mouille les yeux*? Pourquoi un tel émoi quand elles chantent les notes en voix de tête dans *Cul-de-sac*? Qu'est-ce qui nous déstabilise dans le deuxième refrain de *Shooters de fort*? J'ai demandé à Stéphanie et Mélanie Boulay d'apporter guitare et ukulélé chez une amie encore plus fan que moi, et on en a parlé tous ensemble. Bouts de chansons à l'appui. Une expérience unique.

SYLVAIN CORMIER

Exprès, j'ai décanté mon titre d'un autre, celui de l'essentiel et passionnant livre de Stéphane Venne, paru chez Stanké en 2006, *Le frisson des chansons*: 500 pages à «*pénétrer au cœur même des chansons pour tenter d'ex-*

VOIR PAGE A 8 : BOULAY

Lire aussi › Autres informations sur les FrancoFolies. Les choix de nos critiques. *Page B 8*



ANNIK MH DE CARUFEL

Sylvain Cormier a demandé aux Sœurs Boulay comment il se fait que dans leurs chansons, à chaque écoute, on a le cœur qui fait twoui-twoui à des moments très précis?

Coderre recrute Philippe Schnobb

Jean Fortier, ancien président du comité exécutif, se joint à l'équipe de Mélanie Joly

JEANNE CORRIVEAU

Journaliste à Radio-Canada depuis 27 ans, Philippe Schnobb se lance dans l'arène municipale. M. Schnobb a été recruté par Denis Coderre et tentera de se faire élire lors des élections municipales du 3 novembre prochain.

M. Schnobb a confirmé au *Devoir* qu'il sera candidat, mais il n'a pas voulu dire s'il briguera un poste de conseiller ou de maire d'arrondissement. Même s'il réside dans le Plateau Mont-Royal, il n'entend pas tenter de se faire élire dans cet arrondissement.

Affecté à la couverture des affaires municipales de 1997 à 2002, M. Schnobb avait publié en 2001 un livre sur les fusions municipales *Faire-part pour mariages forcés* chez Lanctôt. animateur et chroniqueur, Philippe Schnobb occupe depuis septembre 2011 les fonctions de journaliste aux réseaux sociaux. Il est toutefois en congé depuis trois semaines, ce qui lui a permis de poursuivre sa réflexion sur son changement de carrière.

«*Ça me trotte dans la tête depuis un bout de temps, mais pas de façon partisane*», a-t-il expliqué en soulignant l'intérêt qu'il avait développé pour les affaires municipales. Il suit ainsi les traces de plusieurs journalistes de Radio-Canada comme Christine St-Pierre, Bernard Drainville et Pierre Duchesne, qui, au cours des dernières



Philippe Schnobb

VOIR PAGE A 8 : SCHNOBB

Lire aussi › Montréal aura un maire mardi. Deux candidats briguent officiellement la succession d'Applebaum. *Page A 2*

ACTUALITÉS

Succession au trône:
le Manitoba est
d'accord avec le Québec

ROBERT DUTRISAC
Correspondant parlementaire
à Québec

Le Québec n'est pas la seule province canadienne à juger que les changements aux règles de succession à la couronne du Canada sont de nature constitutionnelle. Le Manitoba est du même avis.

Lors de l'étude par un comité sénatorial du projet de loi C-53 sur la succession au trône, le ministre de la Justice et procureur général du Manitoba, Andrew Swan, a exposé, dans une lettre datée du 6 mars, la position de son gouvernement sur cette question. «Selon nous, des changements au régime constitutionnel et juridique de notre pays requièrent une consultation des provinces et des territoires ainsi que leur participation en temps opportun et de manière significative», écrit-il. Le ministre déplore en outre le peu de temps accordé au Manitoba et aux autres provinces pour se prononcer sur cette question.

Le projet de loi C-53

Dans une lettre datée du 12 février, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la Gouvernance souverainiste, Alexandre Cloutier, s'était adressé non pas au Sénat, mais au ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Peter Penashue, afin de contester le droit d'Ottawa de modifier unilatéralement «les règles prévoyant le successeur du chef de l'Etat fédéral,

qui est également le chef d'Etat des provinces».

«De l'avis du gouvernement du Québec, ces règles font partie de la Constitution et ne peuvent être modifiées sans le consentement de l'Assemblée nationale.»

La Chambre des communes a adopté le projet de loi C-53 afin de donner l'assentiment du gouvernement canadien aux modifications souhaitées par le gouvernement britannique, visant à permettre, notamment, que l'aîné du roi ou de la reine puisse accéder au trône quel que soit son sexe. Pour Québec, il s'agit d'une modification à «la charge de la reine» qui, comme le prévoit la Constitution, exige l'adoption de résolutions du Sénat et de l'Assemblée législative de chacune des provinces.

C'est ce que soutiennent aussi les juristes Geneviève Motard et Patrick Taillon, de l'Université Laval, qui ont déposé, le 6 juin dernier, une requête en Cour supérieure pour faire déclarer inconstitutionnelle la Loi sur la succession au trône.

Devant le comité sénatorial, la Fondation du patrimoine royal du Canada avait elle aussi contesté, dans un mémoire étoffé, la façon de procéder d'Ottawa. L'organisme de charité, qui fait la promotion de la monarchie, estime que la Loi sur la succession, qui ne fait que donner son aval à une loi britannique, est inefficace en vertu de la Constitution.

Le Devoir



Denis Coderre a livré la pièce maîtresse de sa plateforme électorale devant le gratin «branché» de Montréal, mercredi, en prononçant le discours d'ouverture de la conférence Webcom.

Coderre promet une «ville intelligente»

MARCO FORTIER

Du wi-fi gratuit partout, des capteurs qui dirigent les voitures vers les places de stationnement libres, des juges de la Cour municipale qui vous parlent sur l'écran de votre ordinateur: Denis Coderre s'engage à faire de Montréal une «ville intelligente» qui met les technologies au service des citoyens, comme Boston, New York, Chicago ou Amsterdam.

Le candidat à la mairie a livré la pièce maîtresse de sa plateforme électorale devant le gratin «branché» de Montréal, mercredi, en prononçant le discours d'ouverture de la conférence Webcom. Ce forum international a pour thème les «villes intelligentes», réputées pour leur qualité de vie et qui attirent les meilleurs cerveaux avec leur économie axée sur le savoir et l'innovation.

Tout un programme pour une ville cicatrisée par les nids-de-poule et rongée par les scandales, dont le maire a été emporté dans une affaire de corruption. Montréal a pourtant tout pour réussir avec ses universités, ses firmes de haute technologie, sa créativité et sa vigueur culturelle, a fait valoir Denis Coderre.

«Nous devons prendre ce virage vers la ville

intelligente. On a besoin de volonté politique pour le faire et ce sera mon fer de lance», a déclaré le candidat à la mairie devant le parterre du Webcom, à la Société des arts technologiques (SAT).

Par exemple, une «ville intelligente» aurait donné l'alerte très rapidement lors de l'incident à l'usine de filtration Atwater, qui a donné lieu à un avis d'ébullition de l'eau le mois dernier, a expliqué Denis Coderre. La Ville a été critiquée pour le délai à alerter les 1,3 million de Montréalais, les écoles, les hôpitaux et les restaurants qui devaient faire bouillir leur eau.

Les adversaires de Denis Coderre à l'Hôtel de Ville ont réagi en affirmant que l'aspirant maire n'invente rien en proposant une «ville intelligente». La Ville met de l'avant depuis longtemps des initiatives dites «intelligentes» — comme le paiement des parcomètres avec un téléphone mobile —, note Véronique Fournier, conseillère de l'arrondissement du Sud-Ouest pour Vision Montréal.

«Pour aller plus loin, ça va prendre tout un changement de culture dans l'appareil municipal», a-t-elle dit au Devoir.

Le Devoir

Montréal
aura
un maire
mardi

François Croteau
et Alan DeSousa
briguent
officiellement
la succession
de Michael
Applebaum

JEANNE CORRIVEAU

La course à la succession de Michael Applebaum s'est officiellement engagée mercredi et deux candidats se sont placés sur la ligne de départ. Le maire de Rosemont-La Petite-Patrie, François Croteau, et le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa, ont déposé leur candidature pour le poste de maire par intérim, et d'autres élus pourraient se lancer dans la bataille.

Les élus montréalais seront appelés à choisir un successeur à Michael Applebaum lors d'une assemblée extraordinaire du conseil municipal, qui aura lieu le 25 juin prochain.

François Croteau a été le premier à déposer sa candidature mercredi après-midi au greffe de l'Hôtel de Ville, suivi par Alan DeSousa une heure plus tard.

Maire de Rosemont-La Petite-Patrie, M. Croteau avait été élu en 2009 sous la bannière de Vision Montréal avant de passer dans le camp de Projet Montréal en novembre 2011. Il a promis de quitter les rangs de Projet Montréal pour siéger comme indépendant s'il était élu maire par intérim.

De son côté, Alan DeSousa a siégé au comité exécutif de la Ville sous le règne de Gérald Tremblay et se présente comme un élu d'expérience. Lors du dépôt de sa candidature mercredi, il a fait valoir que son nom n'avait jamais été terni même si son arrondissement a fait l'objet, en février dernier, d'une perquisition par l'Unité permanente anticorruption (UPAC).

Course à cinq?

D'autres candidatures sont pressenties. Vision Montréal, le parti de Louise Harel, entend appuyer la candidature du président du comité exécutif, Laurent Blanchard. «On a un président du comité exécutif qui siège déjà comme indépendant, qui a déjà témoigné de sa neutralité, de son indépendance. Tous reconnaissent que cette coalition a l'immense mérite d'administrer la ville en toute transparence et d'assurer ainsi le retour à la confiance des Montréalais», a indiqué Louise Harel.

Harout Chitilian, dont le nom a été évoqué par le clan de Denis Coderre, n'écarte pas la possibilité de se lancer dans la course. Il dit être en discussions avec les élus. «On m'attribue cette capacité de m'élever au-dessus de la mêlée, ce que j'ai fait pendant les deux dernières années», a fait valoir au Devoir celui qui occupe depuis 2011 la présidence du conseil municipal.

Helen Fotopoulos songe aussi à se lancer dans la course et estime avoir démontré sa capacité à créer des consensus. Mais pour l'instant, l'ancienne mairesse du Plateau-Mont-Royal sonde ses collègues.

La période de dépôt des candidatures se terminera vendredi à 16 h 30. Les membres du conseil municipal se prononceront par vote secret lors de l'assemblée extraordinaire du 25 juin.

Le candidat à la mairie de Montréal Denis Coderre n'a pas voulu se mêler de l'élection du maire par intérim. «Je suis rendu ailleurs», a-t-il dit. Selon lui, il importe avant tout de s'assurer que les services quotidiens sont dispensés à la population.

Avec Marco Fortier
Le Devoir

QUÉBEC

L'opposition à Labeaume
mise sur la densification

ISABELLE PORTER

à Québec

Le parti Démocratie Québec table sur le thème de la densification pour battre le maire de Québec, Régis Labeaume, aux élections municipales de novembre.

«La densification va être un élément fort, très important au cours de la prochaine campagne électorale», a déclaré son chef, David Lemelin, mercredi matin lors du dévoilement d'un groupe de candidats.

Plusieurs changements de zonage défendus par l'administration Labeaume ont créé des foyers d'opposants ces dernières années. La plupart du temps, les citoyens se plaignent qu'on autorise les promoteurs à construire trop en hauteur sans consulter les milieux locaux.

«Hier, on était au conseil de quartier de Cap-Rouge et j'ai vu devant mes yeux un autre de ces projets inappropriés et farfelus, a raconté M. Lemelin en conférence de presse. Six étages de condos, 60 unités plantées entre des cottages! [...] Il y avait 50 personnes dans la salle et les gens étaient tous contre, frustrés et fâchés.»

Une opposante notoire au projet, Maria Goretti, est d'ailleurs candidate pour Démocratie Québec dans Charlesbourg. D'origine française, Pascale Guelle était la porte-parole des résidents qui s'opposaient au projet en 2011. Elle travaille comme conseillère aux ressources humaines.

Le candidat dans Loretteville, Robert Martel, est aussi animé par cette cause. «Ça se développe comme des champignons. [...] On n'est pas consultés, notre conseiller se fout complètement des gens», plaide ce retraité de l'enseignement.

Retour de Paul Shoiry

Démocratie Québec a en outre confirmé la candidature de sa recrue la plus connue, Paul Shoiry. Ancien maire de Sillery, M. Shoiry a siégé au conseil municipal de la nouvelle ville de 2005 à 2009. Il se présente dans son ancien fief

Déjà
en campagne?

La campagne électorale a beau démarrer officiellement en septembre, les candidats d'Équipe Labeaume sont très actifs cette semaine. Lundi, le candidat Frédéric Poitras convoquait les médias pour donner son appui à un projet immobilier dans Montcalm. Puis mercredi, c'était au tour de Robert Dinan d'annoncer qu'il prendrait la parole sur un autre projet de densification à Sillery. Au parti, on explique que la campagne démarre bel et bien en septembre mais qu'il «fallait se positionner» sur ces sujets particuliers.

contre Robert Dinan, de l'Équipe Labeaume.

Les autres nouveaux venus sont Jean-Yves Roy (Saint-Roch, Saint-Sauveur), Conrad Verret (Sainte-Foy, Sillery, Cap-Rouge), Claudie Emond (Sainte-Thérèse-de-Lisieux), Carl Duchesne (Lac-Saint-Charles, Saint-Émile) et Michel Carrier (Val-Bélair).

Les chances de M. Verret de siéger sont toutefois limitées puisqu'il a accepté de servir de colistier au chef. Ainsi, advenant une défaite de M. Lemelin au poste de maire et l'élection de M. Verret comme conseiller, le chef pourrait prendre sa place au conseil.

M. Verret, un ancien élu du Renouveau municipal de Québec, affrontera le plus jeune des candidats de l'Équipe Labeaume en la personne de Laurent Proulx, l'ex-«carré vert».

Démocratie Québec a encore neuf candidatures à annoncer pour boucler son équipe de 21 candidats. Leur absence mercredi a été justifiée par des conflits d'horaire. David Lemelin a promis que leurs noms seraient dévoilés «dans les prochains jours».

Le Devoir

NOUVEL HABITAT POUR LES PETITS PANDAS

Nouveau cet été!

Nouvel habitat des petits pandas - une véritable immersion dans un décor exotique inspiré de l'architecture traditionnelle chinoise!

Le jardin d'Océanie - une nouvelle volière pour les loriquets qui pourront profiter du soleil et de l'air frais!

Jardin zoologique

- 1000 animaux de près de 225 espèces exotiques
- Plus de 20 animations par jour
- 4 continents (Afrique, Amérique du Sud, Asie et Océanie)
- Pavillon Odyssée Pacifique Sud et le spectacle Kaïla

Parc aquatique Amazoo iôgo

- Aventure Hurakan
- Bassin Booshiké
- Bateau tamponneur
- Rivière Cunucunoma
- Piscine à vagues chauffée

Parc des manèges

- Pirogue Kimbunga
- Train aérien Orient Express
- Montagne russe Anaconda

CONCOURS Industrielle Alliance vous fait découvrir la Savane africaine.

POUR PLUS DE DÉTAILS
www.zoodegranby.com/cgi-bin/zoo/contest

INDUSTRIELLE ALLIANCE
ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS INC.

ACTUALITÉS

Bulletin
de l'oppositionMICHEL
DAVID

Même si la Coalition avenir Québec n'a pas réussi à convaincre le gouvernement d'intenter dès maintenant des poursuites contre les entreprises dont la collusion a été étalée devant la commission Charbonneau, **Jacques Duchesneau** (Saint-Jérôme) demeure le plus crédible quand il est question de lutte contre la corruption. Qualifier le gouvernement de « bande d'eunuques » n'a cependant rien apporté au débat. A-

Bien servi par son expérience en communication, son ancien collègue policier, **Robert Poëti** (Marguerite-Bourgeoys), n'a eu aucun mal à discréditer la Commission d'enquête sur la réforme de l'assurance-emploi du gouvernement Harper. Après Serge Ménard et Claudette Carbonneau, pourquoi pas Gabriel Nadeau-Dubois au poste de secrétaire? a-t-il ironisé. A-

Françoise David (Gouin) a fait de louables efforts pour introduire un peu de civilité dans les débats de l'Assemblée nationale, mais sa tentative de donner une image plus modérée à Québec solidaire s'est heurtée à l'orthodoxie des militants, qui ont élu dans la personne d'Andrés Fontecilla un « pur et dur » qui ne le cède en rien à Amir Khadir. A-

Le départ de Jean Charest a permis à **Pierre Paradis** (Brôme-Missisquoi) de sortir des limbes où il crouillait depuis neuf ans. Il n'a pas retrouvé sa visibilité d'antan, mais il est très actif dans les coulisses. Philippe Couillard l'a nommé « conseiller spécial » pour la prochaine campagne électorale. B

Pierre Moreau (Châteauguay) a causé une surprise en terminant deuxième dans la course au leadership libéral devant Raymond Bachand. Sa pugnacité convient bien à la fonction de leader parlementaire de l'opposition, mais il pourrait faire mieux dans son rôle de porte-parole en matière d'affaires intergouvernementales que de dénoncer bêtement la « gouvernance souverainiste ». B



Jean-Marc Fournier (Saint-Laurent) a toujours semblé plus à l'aise dans l'opposition qu'au pouvoir. Son travail de sappe de la crédibilité économique du gouvernement Marois a porté ses fruits, mais ses méthodes à l'ancienne contredisent de façon flagrante l'image de renouveau que Philippe Couillard voudrait projeter. B-

Dans le climat de foire d'empoigne qui règne à l'Assemblée nationale, le ton courtois adopté par **Christian Dubé** (Lévis) est digne de mention, mais ses interventions, par exemple sur « les fonds spéciaux », sont un peu trop absconses pour faire mouche. B-

Le grand défi de la CAQ est de supplanter le PLQ comme « parti de l'économie ». Malgré ses lacunes, le projet Saint-Laurent pourrait ouvrir d'intéressantes perspectives, mais **François Legault** (L'Assomption) n'a pas encore réussi à l'imposer dans l'opinion publique. Profiter d'une campagne de publicité sur la lutte contre la corruption pour solliciter des contributions n'était pas l'idée du siècle. C

Après ses attaques personnelles contre son futur chef et son humiliante troisième place dans la course au leadership, **Raymond Bachand** (Outremont) est simplement en sursis. Les critiques qu'il adresse au ministre des Finances seraient plus crédibles si elles étaient moins teintées de mauvaise foi. Il est certainement le plus mal placé pour lui reprocher le maintien de la taxe santé ou la hausse des tarifs d'électricité. C-



Sam Hamad est allé boudier en Floride parce que son nouveau chef lui a préféré Pierre Moreau au poste de leader parlementaire. De retour à l'Assemblée nationale, ses interventions ont été aussi ordinaires que d'habitude. Sa circonscription de Louis-Hébert conviendrait très bien à son nouveau chef. D

Du début à la fin des audiences de la commission parlementaire qui a étudié le projet de loi 14 sur la langue, **Marc Tanguay** (Lafontaine) a très bien illustré la soumission du PLQ aux désirs de sa clientèle anglophone et son indifférence à la situation du français. D

Pour des raisons qui demeurent nébuleuses, **Hélène Daneault** (Groulx) a entraîné l'Assemblée nationale dans un mauvais procès du p.d.g. du CHUM, Christian Paire, à qui on semble essentiellement reprocher de toucher le salaire qu'on a accepté de lui verser. D

Lawrence Bergman (D'Arcy McGee) a plongé son parti et son chef dans un profond embarras en exigeant un amendement au projet de loi sur les élections à date fixe pour tenir compte du Nouvel An juif, alors que la communauté juive ne demandait rien de tel. E

Après le témoignage limpide du président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, on ne sait pas trop si c'est la bêtise ou la mauvaise foi qui a empêché **Danielle St-Amant** (Trois-Rivières) de reconnaître que maintenir la centrale de Gentilly 2 en activité était une aberration économique. Rien ne pouvait la justifier de traiter publiquement la ministre Martine Ouellet de « crise de folle ». E

Même s'il assure tout ignorer des illégalités qui auraient entaché sa campagne à la mairie de Blainville en 2009, **Daniel Rathé** (Groulx) a dû quitter le caucus de la CAQ. Dans le climat actuel, cela pourrait bien signifier la fin de sa carrière politique. E

mdavid@ledevoir.com

Fermeture de la Chambre des communes sur fond de compromis

HÉLÈNE BUZZETTI
MARIE VASTEL

Correspondantes parlementaires à Ottawa

La fermeture précipitée de la Chambre des communes pour la saison estivale, mardi soir, aura permis au gouvernement conservateur tout comme au Nouveau Parti démocratique de crier victoire. Dans un cas, le premier ministre Stephen Harper n'aura pas eu à répondre aux questions de l'opposition à propos de l'enquête de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dont fait l'objet son ancien chef de cabinet, tandis que le NPD a obtenu l'abandon d'une loi sur la citoyenneté qu'il combattait avec la dernière énergie.

Sans crier gare, les travaux de la Chambre des communes ont été interrompus pour l'été mardi vers 20 h, trois jours plus tôt que prévu, à la suite d'une entente entre le gouvernement et les partis d'opposition. En vertu de cette entente, le gouvernement s'engage à donner suite aux demandes néodémocrates et libérales pour revoir les mesures de surveillance des dépenses à la Chambre des communes.

Révision du Bureau de régulation interne

Le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre devra ainsi mener des audiences publiques pour revoir le fonctionnement du très hermétique Bureau de régulation interne en vue d'en faire un organe indépendant. À l'heure actuelle, ce sont des députés qui y siègent et qui se surveillent eux-mêmes. Le Comité devra aussi étudier les modes de gestion des autres législatures au pays et proposer, le cas échéant, des modifications à celui d'Ottawa. Les propositions de Justin Trudeau pour divulguer de manière plus exhaustive et interrogeable les dépenses des députés devront aussi être étudiées par le Comité, qui doit faire rapport au plus tard le 2 décembre prochain. Le gouvernement accepte qu'un député indépendant puisse participer — mais pas voter — aux réunions du Comité. Il y en a présentement huit, dont les cinq bloquistes.

Les travaux de la Chambre des communes ont été interrompus pour l'été mardi, trois jours plus tôt que prévu

Le gouvernement conservateur a également fait une concession au NPD: il baisse pavillon sur le front du projet de loi C-425 qui visait à révoquer leur citoyenneté aux Canadiens de double nationalité ayant été reconnus coupables d'un acte terroriste. Le gouvernement voulait modifier ce projet de loi d'initiative privée de manière à élargir sa portée. Par l'entente de mardi, il reste tel quel.

La proposition initiale du conservateur Devinder Shory suggérait de retirer la citoyenneté canadienne à un individu de double nationalité qui « commet un acte de guerre contre les Forces canadiennes ». Le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, voulait l'élargir pour révoquer la citoyenneté de Canadiens — qu'ils soient nés ici ou à l'étranger — qui seraient condamnés pour terrorisme. Le NPD s'était engagé dans une manœuvre d'obstruction en Comité en monopolisant les débats des heures durant, au point qu'un député s'est uriné dessus, a-t-on rapporté dans les coulisses.

« Le NPD a été clair sur le fait qu'il utiliserait toutes les mesures à sa disposition pour bloquer nos efforts », a avoué M. Van Loan, résigné. Le bureau de M. Kenney a de son côté annoncé que le gouvernement était « déterminé à adopter une loi qui privera les terroristes condamnés de leur citoyenneté canadienne ».

En contrepartie, les partis d'opposition ont accepté qu'une série de projets de loi, encore à l'étude, soient réputés avoir été adoptés par la Chambre des communes. C'est le cas de C-54, qui revoit les règles de remise en liberté des personnes reconnues non criminellement responsables de leurs actes pour cause de maladie mentale, comme ce fut le cas avec le médecin Guy Turcotte. Ce projet de loi a été condamné par les professions médicales.

Le C-32, qui poireautait dans les dédales législatifs depuis février 2012, a aussi été réputé adopté. Il s'agit du projet de loi colmatant une faille dans le régime de mariages et de divorces des couples de même sexe.

Au total, 29 projets de loi ont été adoptés pendant la session. Le leader du gouvernement en Chambre, Peter Van Loan, s'est vanté de ce bilan législatif costaud. « Nous avons accompli deux fois plus de choses que ce qui est typique », a-t-il soutenu.

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le lieutenant politique pour le Québec de Stephen Harper, Christian Paradis, soutient ne pas avoir été impliqué dans la candidature conservatrice de Saulie Zajdel à l'élection de 2011. Celui qui a été formellement accusé de corruption et d'abus de confiance lundi s'était tout simplement porté lui-même volontaire et a donc été accueilli à bras ouverts par le Parti conservateur, selon le ministre.

« M. Zajdel s'était manifesté en 2011 pour être candidat dans Mont-Royal, alors les vérifications ont été faites comme d'habitude. À partir de là, vous savez le restant de l'histoire comme moi », a



Bob Rae tourne la page et quitte Ottawa

L'ex-chef intérimaire du Parti libéral, qui a hérité des troupes après la défaite historique de 2011, se retire de la scène fédérale. Bob Rae a annoncé sa décision mercredi, au lendemain de la fin de la session parlementaire. En point de presse au côté de son chef Justin Trudeau, M. Rae a expliqué qu'il voulait se consacrer à temps plein à son rôle de négociateur auprès d'un conseil autochtone du nord de l'Ontario, qui discute de ses droits avec la province en marge d'un dossier d'exploitation minière.

Une « décision difficile », a affirmé le libéral de longue date, qui n'a pas su cacher ses émotions, forcé d'essuyer une larme par moments. « C'est clair que ça va prendre beaucoup plus de temps et qu'il n'est pas possible de faire les deux jobs en même temps », a-t-il expliqué.

Son chef s'est aussi dit triste de ce départ, ajoutant que ses conseils allaient lui manquer et qu'il ne le laisserait pas partir bien loin, pour pouvoir continuer de compter sur son expérience. « On perd un des seuls députés qui ont pu servir dans le même Parlement que mon père et que moi », a noté le jeune Trudeau, qui croit que l'histoire se souviendra de M. Rae comme d'un « grand chef pour le Parti libéral pendant un moment extrêmement difficile ».

Le député de Toronto-Centre a dirigé le parti de façon intérimaire jusqu'à l'élection de M. Trudeau en avril dernier. Il avait alors laissé entendre qu'il conserverait son siège jusqu'aux élections de 2015. En bon politicien, M. Rae n'a pas écarté sa carrière politique pour de bon. « On ne dit jamais jamais. » Mais il a exclu de briguer la mairie de Toronto à l'automne.

Ses opposants politiques ont à leur tour salué sa contribution, se souvenant d'un « orateur brillant et très éloquent », selon le ministre Peter MacKay, qui a eu « une longue et prestigieuse carrière », de l'avis du ministre Peter Van Loan, et qui « mérite tout notre respect pour une carrière remplie », a affirmé le chef néodémocrate Thomas Mulcair.

Bob Rae était député libéral fédéral depuis 2008. Il a été premier ministre de l'Ontario, sous les couleurs du NPD, de 1990 à 1995, après avoir siégé comme néodémocrate fédéral à Ottawa de 1979 à 1982. SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Ouf!

Cette fermeture du Parlement trois jours plus tôt que prévu a un avantage très concret pour le gouvernement: Stephen Harper, qui était à l'étranger depuis huit jours, n'a pas eu à faire face aux questions de l'opposition à propos de l'enquête de la GRC sur son ex-chef de cabinet, Nigel Wright. Dans les coulisses conservatrices, on jurait que M. Harper avait l'intention de se présenter au Parlement mercredi.

« Il faudrait être quand même un peu naïf de croire qu'il allait être ici aujourd'hui [mercredi] pour la période de questions », a lancé le chef du NPD, Thomas Mulcair.

Pour Justin Trudeau, la séance ne servait

plus à rien. « Je pense qu'on était certains que le premier ministre continuerait de ne pas répondre aux questions qu'on lui posait et je sens qu'on arrêterait d'accomplir des choses dans cette Chambre des communes », a-t-il dit. Selon lui, les députés seront plus utiles dans leurs circonscriptions. « Trois jours de plus pour finir la session vendredi comme prévu n'allaient pas contribuer à améliorer la vie d'un seul Canadien. »

Stephen Harper n'aura été en Chambre que cinq fois depuis que le scandale sur le chèque de 90 000 \$ de M. Wright au sénateur Mike Duffy a éclaté.

Le Devoir

Saulie Zajdel, candidat conservateur spontané

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le lieutenant politique pour le Québec de Stephen Harper, Christian Paradis, soutient ne pas avoir été impliqué dans la candidature conservatrice de Saulie Zajdel à l'élection de 2011. Celui qui a été formellement accusé de corruption et d'abus de confiance lundi s'était tout simplement porté lui-même volontaire et a donc été accueilli à bras ouverts par le Parti conservateur, selon le ministre.

« M. Zajdel s'était manifesté en 2011 pour être candidat dans Mont-Royal, alors les vérifications ont été faites comme d'habitude. À partir de là, vous savez le restant de l'histoire comme moi », a

déclaré Christian Paradis mercredi lors d'un point de presse.

M. Paradis est ministre responsable de la région de Montréal et lieutenant pour le Québec depuis l'élection de 2008. A ce titre, il devrait en théorie être l'ultime responsable des candidatures conservatrices dans la province. Saulie Zajdel a été candidat conservateur dans la circonscription montréalaise pour l'élection générale de 2011. Mais depuis son arrestation lundi, en même temps que le maire intérimaire de Montréal, Michael Applebaum, personne au Parti conservateur ne semble savoir comment il s'est retrouvé là.

Les troupes conservatrices répètent, depuis la fracassante arrestation, que M. Zajdel devra faire face à la loi s'il a commis des illégalités.

« On a été pris par surprise par le fait qu'il faisait face à des charges criminelles. Il devra faire face à la justice », a conclu M. Paradis.

M. Zajdel était ce « député fantôme » de Mont-Royal qui, après sa défaite, avait été embauché par le ministère du Patrimoine pour établir des relations avec les communautés culturelles. Le député Irwin Cotler y voyait une tentative de saper sa propre légitimité démocratique. Le Parti conservateur avait aussi commandé des sondages téléphoniques dans Mont-Royal laissant entendre que M. Cotler allait démissionner et demandant si, à l'élection partielle qui s'ensuivrait, les répondants appuieraient M. Zajdel.

Le Devoir

ACTUALITÉS

De retour à l'automne

La commission Charbonneau conclut ses travaux avec la fin du témoignage de Claude Asselin

BRIAN MYLES

La commission Charbonneau a ajourné ses travaux jusqu'au 3 septembre mercredi, la procureur en chef, Sonia LeBel, promettant de redoubler d'ardeur durant le congé estival pour faire avancer ses enquêtes.

M^e LeBel n'a pas annoncé la nature des sujets qui seront abordés à l'automne, mais l'on peut d'ores et déjà imaginer que la commission s'intéressera à l'octroi des contrats au ministère des Transports du Québec (MTQ) et au financement des partis provinciaux, deux domaines où les firmes de génie-conseil et les entrepreneurs qui ont fait main basse sur les contrats municipaux sont également fort actifs. La commission devra s'intéresser aux liens incestueux



Claude Asselin

entre des dirigeants des syndicats de la construction et des membres du crime organisé, qui furent le point de départ des demandes de la députée caquiste, Sylvie Roy, pour obtenir une enquête publique devant porter au départ sur l'industrie de la construction.

Jusqu'ici, la commission a réussi à exposer les liens entre élus et fonctionnaires municipaux, entrepreneurs, ingénieurs et organisateurs d'élections clefs en mains. Pour mettre la main sur les plus gros contrats publics et se partager le marché, les entreprises privées étaient prêtes à faire des contributions occultes aux partis politiques qui se comptent en millions de dollars.

Asselin pas au courant

Mercredi, l'ex-directeur général de la Ville de Laval,

Claude Asselin, a achevé le portrait du présumé gangster Gilles Vaillancourt. L'ex-maire émerge comme le grand patron de la collusion à Laval.

Le partage des contrats? «Ça se passait dans le bureau du maire, entre deux personnes. C'était entre moi et M. le maire», a témoigné M. Asselin.

M. Vaillancourt indiquait à son directeur général ses préférences pour l'octroi des contrats à un club sélect formé d'une quinzaine d'entrepreneurs, les principaux étant Simard Beaudry et Poly-Excavation.

Selon lui, le comité exécutif était tenu dans l'ignorance de ces combines qui n'étaient pas «systématiques». En règle générale, M. Vaillancourt se mêlait du partage des contrats lorsque le volume d'activité n'était pas élevé et que les firmes étaient en compétition les unes contre les autres pour obtenir des contrats de la Ville, a expliqué le témoin.

M. Asselin transmettait verbalement les «commandes» de Gilles Vaillancourt au directeur général de l'ingénierie, Claude Deguise. Il lui disait: «J'ai eu une demande de M. le maire. Travaille avec ça», a-t-il expliqué.

À l'instar de Claude Asselin, Claude Deguise était un fonctionnaire servile et obéissant. «Je n'ai pas eu à le convaincre et à insister», a dit M. Asselin. Comme les autres témoins avant lui, M. Asselin a souligné le caractère «prompt» de M. Deguise. «Il pouvait être exigeant, a-t-il expliqué. C'était un gars exigeant au niveau du personnel.»

M. Asselin a dit ignorer l'existence de la collusion dans l'octroi des contrats de génie-conseil. Il a répété que ce n'était pas son rôle de s'attaquer au problème. «J'avais peur de gâcher l'emploi que j'ai- mais», a-t-il expliqué.

Il a contredit le témoignage de l'ingénieur Roger Desbois.

Le Devoir

Pauvreté autochtone

Toronto — La pauvreté touche le tiers des enfants des Premières Nations au Québec — le double de la moyenne provinciale, révèle une étude publiée mercredi par le Centre canadien de politiques alternatives. Le Québec fait un peu meilleure figure que le reste du Canada, qui affiche pour sa part un pourcentage de pauvreté infantile de 50% — le triple de la moyenne nationale — chez les enfants inscrits des Premières Nations — ceux qui vivent dans des réserves ou qui ont un lien avec celles-ci. La situation est particulièrement catastrophique au Manitoba et en Saskatchewan, où près des deux tiers des jeunes autochtones (Métis, Inuits, etc.) grandissent dans une famille défavorisée. Selon l'étude, un investissement annuel de 580 millions de dollars permettrait d'apaiser les difficultés liées à la pauvreté de ces enfants.

La Presse canadienne

200 000 personnes touchées par l'itinérance

Ottawa — Au moins 200 000 personnes sont confrontées chaque année à un problème d'itinérance au Canada, révèle la toute première étude nationale réalisée à ce sujet. En moyenne, chaque nuit, quelque 30 000 personnes se retrouvent dans des refuges, dorment à l'extérieur, cherchent à obtenir une protection contre la violence conjugale ou se retrouvent emprisonnées ou hospitalisées, selon le rapport déposé conjointement par les organisations L'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance et The State of Homelessness in Canada. Jusqu'à 50 000 personnes feraient partie de la catégorie des «itinérants invisibles», ces gens qui sont temporairement hébergés chez des parents ou des amis puisqu'ils n'ont nulle part d'autre où aller. L'étude conclut en outre que cette situation engendre des coûts annuels d'environ 7 milliards de dollars pour les contribuables canadiens. Cinq recommandations figurent par ailleurs dans l'étude. Les auteurs y conseillent notamment d'augmenter l'accès aux logements abordables et de faire de la lutte contre l'itinérance une priorité nationale.

La Presse canadienne

Les enfants québécois en santé

Les enfants québécois sont généralement en bonne santé, selon l'Institut de la statistique du Québec, mais les garçons sont plus susceptibles que les filles d'avoir un jour des problèmes de santé mentale. Environ 45% des garçons, contre 31% des filles, présentent des symptômes d'hyperactivité, d'inattention, d'agressivité ou de problèmes de comportements, et ce, entre l'âge de 17 mois et 10 ans. Ces observations sont plus relevées chez les enfants issus de milieux défavorisés. Ces résultats s'appuient sur des analyses effectuées à partir des données de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, menée entre 1998 et 2010 auprès d'enfants nés au Québec en 1997-1998. L'objectif principal de cette étude est de comprendre les trajectoires qui, pendant la petite enfance, conduisent au succès ou à l'échec lors du passage dans le système scolaire. L'étude montre également que 54% des enfants ont présenté des problèmes de santé, principalement des allergies et de l'asthme.

La Presse canadienne

La situation de Capitaine Crochet est critique

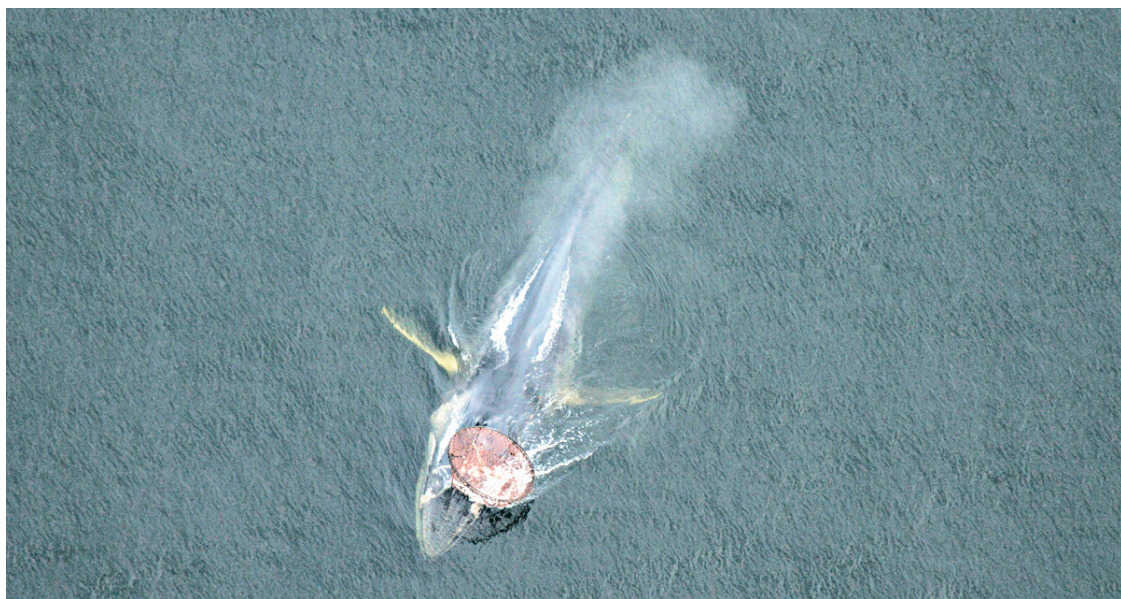
Sans une intervention humaine, la femelle rorqual empêtrée dans un engin de pêche est condamnée

ALEXANDRE SHIELDS

C'est sans contredit l'une des baleines les plus connues du Saint-Laurent. Capitaine Crochet, une femelle rorqual commun qui revient au Québec chaque année depuis 20 ans, risque maintenant de mourir des suites d'un empêtrement dans un engin de pêche au crabe. Depuis deux semaines, les nombreuses tentatives pour libérer l'animal ont échoué. Et Crochet est maintenant introuvable.

«On se trouve devant une situation très difficile. La situation de l'animal est sévère. En fait, on juge que, sans une intervention humaine, Capitaine Crochet est condamnée», fait valoir Robert Michaud, président du Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM) et directeur des programmes de recherche.

La baleine, d'une vingtaine de mètres, nage empêtrée dans un engin de pêche qui peut l'empêcher de s'alimenter, en plus de lui causer de sévères blessures. «On a constaté qu'un câble fait le tour de la mâchoire supérieure, ce qui a probablement brisé des fanons», explique M. Michaud, qui connaît Crochet depuis 1994. «Cela aura des impacts sur sa capacité à s'alimenter. On voit aussi que, sur le dessus, le câble entre profondément dans la chair. Par ailleurs, des artères importantes passent sur le dessus du crâne, ce qui présente un risque.»



Capitaine Crochet, une femelle rorqual observée dans le Saint-Laurent depuis 20 ans, nage empêtrée dans un engin de pêche qui peut l'empêcher de s'alimenter et lui causer de sévères blessures.

La situation critique dans laquelle se trouve cette «vedette» a semé l'émoi parmi les gens de l'industrie des croisières d'observation de baleines. Le Devoir a passé quelques jours à Tadoussac et a constaté que plusieurs s'inquiètent vivement pour la vie du rorqual. Partout dans le village, le GREMM a affiché des bulletins d'information présentant les dernières nouvelles de Capitaine Crochet.

Animal farouche

Des spécialistes du désempêtrement de baleines du Nouveau-Brunswick, de Cape Cod

et de la côte ouest sont venus offrir leur expertise. Mais, selon M. Michaud, il est très difficile de libérer un animal aussi rapide et farouche qu'un rorqual commun, un animal surnommé le «lévrier des mers». Il peut plonger une quinzaine de minutes et parcourir de grandes distances sous l'eau. Malgré plusieurs tentatives et le recours à différentes tactiques d'approche, Crochet a donc toujours réussi à se défilier. Et depuis samedi, elle a disparu. Elle pourrait bien avoir quitté le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, son secteur préféré. Cette baleine est

chaque année la première de son espèce à y revenir, généralement dès le mois de mai.

La situation est d'autant plus inquiétante que Crochet fait partie d'une espèce menacée de disparition. Le deuxième animal de la planète par sa grosseur a été décimé par la chasse au XX^e siècle. Les rorquals communs sont aujourd'hui confrontés à plusieurs menaces, dont la pollution sonore causée par la navigation, l'exploration sismique et le développement industriel.

Les engins de pêche constituent une menace constante pour les cétacés dans les océans du globe, mais aussi

L'Islande abat ses premiers rorquals

L'Islande a annoncé mercredi qu'elle avait tué les premiers rorquals communs de sa campagne de chasse annuelle. Ces animaux, qui font partie d'une espèce menacée de disparition, seront dépecés et leur viande sera exportée au Japon. L'entreprise islandaise Hvalur compte abattre cette année 154 rorquals à l'aide de canons lance-harpons à tête explosive. Le pays chasse aussi une autre espèce, le petit rorqual. Ces deux espèces de cétacés sont observées au Québec. L'industrie baleinière reçoit d'importantes subventions du gouvernement pour mener cette chasse dite «commerciale». L'association touristique d'Islande, qui représente l'industrie des croisières d'observation de baleines, a déploré à plusieurs reprises la chasse à la baleine. Un texte complet est disponible sur LeDevoir.com.

dans le Saint-Laurent. En 2009, le cachalot Tryphon — observé régulièrement depuis 1991 dans le Saint-Laurent — s'est empêtré dans un engin de pêche et est mort.

Le Devoir

N'avez pas n'importe quoi.

L'information de qualité, c'est un droit. Si vous jugez qu'elle est mal servie, avisez-nous à conseildepresse.qc.ca

Conseil de presse du Québec



LES 25 ANS DES FRANCOFOLIES

En images et en mots : un quart de siècle de souvenirs à revisiter.

DOSSIER

Un dossier spécial à lire sur ledevoir.com

LE DEVOIR
Libre de penser

Halifax : Porter brille par son service.

Envolez-vous vers Halifax à bord de Porter. Vous profiterez d'un service de classe affaires en faisant une bonne affaire. Brillant, n'est-ce pas !



Vols au départ de Montréal. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.*
Tarifs à partir de :

HALIFAX 4 par jour 202 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 127 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 242 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 259 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 242 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 242 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 242 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 242 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 294 \$ Taxes et frais compris
CHICAGO 336 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 294 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 281 \$ Taxes et frais compris	PRIX TOUT COMPRIS					

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

Nouveau !

Évasions
porter

Économisez sur les forfaits vol-hôtel à evasionsporter.com**

* Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

** Évasions Porter est une entreprise agréée par TICO.

ÉDITORIAL

DÉPART DE JEAN-MARTIN AUSSANT

Après le chef

La boucle du printemps érable est bouclée. Il n'aura fallu qu'un an pour que les espoirs des jeunes personnifiés par les nouvelles vedettes qu'étaient Martine, Léo, Gabriel et Jean-Martin se retirent de l'action collective ou rentrent dans le rang. Au-delà des motivations personnelles des uns et des autres, il y a là une leçon d'époque.

Ils sont bien légitimes et sympathiques les raisons (deux!) qui font que Jean-Martin Aussant quitte la vie politique. Son déshonneur était éloquent en conférence de presse, et il jouit d'un tel capital de sympathie auprès des jeunes à qui il a redonné la flamme de l'engagement souverainiste que peu d'entre eux oseront dire qu'ils se sentent floués.

Il faut toutefois bien admettre qu'en dépit de ses propos, en dépit même de la ferveur de ses militants, Option nationale est condamné, et que ce n'est pas une bonne nouvelle pour ceux qui s'y étaient reconnus. Le renouveau de la militance de masse qui avait caractérisé le printemps étudiant et qui s'était poursuivi pendant la campagne électorale dans l'implication politique de terrain, notamment chez ON et Québec solidaire, vient d'en prendre un coup.

Dans notre ère de célébrité instantanée et de personnalisation des enjeux, ce n'est plus la mode d'avoir une approche sociologique des événements. Mais il est clair que Jean-Martin Aussant part trop tôt pour que son parti lui survive: il y manque des structures qu'il n'a pas su ou pu mettre en place.

De nos jours, ce sont les gens charismatiques, simples charmeurs ou vraiment remarquables, autour desquels on s'agglutine — la campagne électorale en préparation à Montréal en offre la démonstration quotidienne. On ne bâtit pas, on admire. L'admiré croit dès lors y arriver seul: quoi de plus exaltant que la génération spontanée, surtout quand s'y mêle la fougue de la jeunesse. Mais ce n'est pas ça, un projet: il faut y ajouter des piliers et du temps.

Québec solidaire est né d'un vide politique, mais aussi d'une effervescence communautaire qui avait débouché d'un côté sur un parti marginal, l'Union des forces progressistes, de l'autre sur un mouvement, Option citoyenne. Les militants ont précédé les vedettes et des gens bien implantés dans leur milieu, issus de l'action collective, s'investissaient dans le projet. La cause y dépassait bel et bien le chef, pour reprendre l'expression employée mercredi par M. Aussant.

Dans la même veine, le Parti québécois des débuts fut bien plus que le parti de René Lévesque. Les seconds étaient connus, et solides. Sa survie n'aurait pu s'envisager autrement. À l'inverse, jusqu'à l'arrivée de François Legault, l'ADQ a failli être le parti d'un seul homme. Pourtant, ses figures les plus connues étaient bien davantage que l'entourage de M. Aussant à ON.

Il y a, on le sent bien, une vraie envie de bouger de la part d'une nouvelle génération, prête à s'impliquer ici plutôt que de courir le monde, comme le faisaient leurs prédécesseurs. Cela a donné les mouvements Occupy et les carrés rouges, et a permis d'investir le nouveau parti que Jean-Martin Aussant avait créé à l'automne 2011.

On attend maintenant les lendemains. Un chef, une base, de la colère ou des désirs, cela ne suffit pas pour faire de la politique. Il faut encore cette vieille chose qu'on appelle une organisation derrière laquelle les individus s'effacent. Car les individus passent, toujours (et font ensuite carrière à la télévision...).

Les 8000 militants d'Option nationale y resteront encore un moment. Ensuite? Le PQ ne doit pas croire qu'il les cueillera comme une rose: le désenchantement est trop grand à son endroit. QS en récoltera un peu. Plusieurs, déçus, risquent de se détourner pour de bon de la politique. Surtout pas! Il faut plutôt retrouver un goût de XX^e siècle: le sens de la patience dans l'engagement...

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Avancée timide

Dans le cadre du G8 tenu en Irlande du Nord, le premier ministre britannique Dave Cameron vient de remporter une manche sur les consommateurs avides de paradis fiscaux. Il a en effet convaincu ses homologues d'adopter l'architecture conçue pour la mise en place d'un système d'échanges d'informations. Quand on sait que la lutte contre l'évasion croupissait dans la cave où sont entreposés les oublis de l'histoire, l'initiative du Britannique mérite d'être saluée.

D'autant que le système en question prévoit ceci: échange automatique de données fiscales; obligation de modifier les règles permettant aux entreprises de concentrer leurs bénéfices dans des pays fiscalement complaisants; obligation pour les entreprises de communiquer la ventilation des impôts par pays; obligation de dévoiler les noms des actionnaires dirigeants et des plus influents. De ces balises, il faut se féliciter. Reste que deux faits ou, plus exactement, deux absences vont en restreindre la portée. Sous l'impulsion des États-Unis, de l'Allemagne et du Canada, la confection d'un registre dans lequel seraient regroupées les identités des sociétés-écrans, des entreprises fantômes, a été écartée. Non seulement ça, l'application du train de mesures annoncées plus haut n'a pas été fixée dans le temps. Autrement dit, ces mesures pourraient rester lettre morte.

En fait, il faut espérer et prier tous les dieux du ciel qu'une forte majorité des pays membres du G20, si ce n'est tous les membres, adopteront à leur tour la politique proposée par Cameron lors de leurs sommets plus tard cet été. Car à bien des égards, il y a urgence. Année après année, on estime qu'environ 30000 milliards échappent à l'imposition. En Europe, soit un continent où la majorité des pays éprouvent toutes les difficultés du monde à équilibrer leurs budgets, ce vice fiscal avoisine au minimum les 1000 milliards.

Cela rappelé, les Européens du G8 sont parvenus à convaincre leurs collègues américains, japonais et russes qu'il fallait à tout prix trouver les moyens efficaces pour contrer les conséquences très perverses de l'optimisation fiscale. Cette optimisation qui fait que Google, Amazon, Starbucks, Apple et autres ne paient pas un sou d'impôt ou si peu sur la vente de leurs produits en Allemagne et en France, qui constituent leur principal marché. À ce propos, s'il en va ainsi, c'est que pour certains pays, la solidarité européenne doit être ramenée à un souhait partagé par les crédules. On pense ici à l'Irlande, qui a bénéficié des milliards accordés par Bruxelles pour s'extirper de la pauvreté et qui, depuis lors, se pose en champion de l'évitement fiscal pour le bonheur de Google et consorts. Bref, à sa manière, l'Irlande est Suisse.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET

JEAN-MARTIN AUSSANT ABANDONNE LA POLITIQUE POUR S'OCCUPER DE SES JEUNES ENFANTS...



LETTRES

Bonnes vacances, madame la juge

On connaît bien les œuvres *Montréal, plaque tournante du commerce international de la drogue*, écrite par Jean-Pierre Charbonneau; *Montréal, ville ouverte*, de Lise Payette; et *Montréal PQ*, de Victor-Lévy Beaulieu. À une certaine époque, j'ai cru, beau naïf, que tout cela était du passé. Terminée, la corruption, à Montréal.

Eh bien non! Coup de théâtre suivant le fatras de démissions, de congédiements, d'aveux forcés de fraudeurs de tous ordres à la commission Charbonneau. Voilà que le maire suppléant de Montréal, Michael Applebaum, est maintenant arrêté sous 14 chefs d'accusation. Ça sentait mauvais de ce côté, mais à ce point? À la suite d'un événement que j'ai vécu il y a peu de temps, une image me vient à l'esprit quand je vois toutes ces accusations de malversation à l'endroit de politiciens, de fonctionnaires, d'entreprises pourvus de contrats publics. En grattant ma galerie pour la repeindre, je vis qu'une des planches était complètement pourrie. «*Il me suffira de la remplacer*», me dis-je. Mais quel ne fut pas mon désarroi et ma déconvenue de constater qu'une deuxième, puis une troisième planche, etc. étaient également gangrénées. Évidemment, j'ai dû refaire ma galerie au grand complet.

Sincèrement, bonne chance, madame la juge Charbonneau.
Gérald Audet
Chicoutimi, le 17 juin 2013

Capitale nord-américaine du vélo, vraiment?

Nos élus ne cessent de s'époumoner à faire savoir que Montréal est la capitale nord-américaine du vélo. Ah oui?

Hummm... À mon avis, c'est un constat encore loin de la réalité. Non seulement le SPVM fait du zèle envers les cyclistes quand il est incapable d'appliquer les règlements de circulation auprès des automobilistes, nous avons un maire d'arrondissement qui impose des changements de signalisation aux voitures, ce qui est encore plus dangereux pour les piétons et cyclistes, car les automobilistes font des crises de rage, nous avons certaines pistes cyclables dangereuses (dont celle mal éclairée le soir au parc Lafontaine) et mal entretenues, voilà que la Ville de Montréal applique à la lettre un règlement interdisant d'attacher nos vélos à un arbre, ce qui entraîne une amende de 100 à 1000 dollars! Non seulement la Ville de Montréal n'installe plus de support à vélo dans les rues résidentielles et commerciales dans les quartiers de Montréal, voilà que le nouveau parcomètre n'a plus l'anneau qui permet d'y barrer son vélo.

On se les met où, nos vélos?
Cessez d'améliorer le Quartier des spectacles et occupez-vous des quartiers résidentiels avec une rue commerçante.
Denis Bergeron
Montréal, le 18 juin 2013

Un ministre et la réflexion

Le ministre Pierre Duchesne, en acceptant distraitemment la suggestion de fonctionnaires malavisés, n'a pas réfléchi longtemps en changeant l'intitulé Arts et lettres pour celui de Culture et communication. On communique quoi quand on ne sait ni lire ni écrire? Heureusement, le ministre a tout l'été pour venir à résipiscence et montrer qu'il ne s'agissait pas là de son intention profonde. Il corrigerait en même temps l'aliénation de l'électorat universitaire et collégial qu'il a provoquée, de même que celle du milieu intellectuel et culturel québécois.

Comment son parti, qui souhaite la souveraineté, peut-il envisager un ave-

nir pour le Québec en le coupant de son passé? C'est au contraire en renforçant l'actuel programme de littérature que le ministre atteindra ses objectifs personnels et collectifs. L'été 2013 devrait être pour le PQ celui de la congruence.

Jean-Pierre LeBlanc
Saint-Fabien-sur-Mer, le 18 juin 2013

Il y a 100 ans

Cela fera 100 ans: deux hommes marchent sur une voie ferrée, un peu à l'ouest de la ville de Chapleau, dans le nord de l'Ontario. Une locomotive va bientôt les heurter. L'un s'appelait Harold Jackson et l'autre, Louis Hémon. Ce dernier, le 24 juin précédent, avait envoyé le manuscrit de *Maria Chapdelaine* en France. Cela fera 100 ans.

Jean-François Bonin
Montréal, le 18 juin 2013

Zachary Richard et la francophonie

Cher éditeur du *Devoir*,
J'ai lu l'article de Lisa-Marie Gervais avec beaucoup d'intérêt. Cependant, la francophonie nord-américaine et la relation entre le Québec et les communautés francophones hors Québec sont des questions complexes et fort nuancées qui ne se décident pas dans l'espace d'une brève entrevue.

Je vous invite donc à publier une série sur la francophonie nord-américaine dans toute son ampleur. Pour que vos lecteurs puissent mieux comprendre la vie de ces 33 millions de parleurs et parleuses de français semés comme des taches de rousseur sur la face de ce continent et avec qui les Québécois partagent plus qu'ils imaginent.

Lâche pas la patate.
Zachary Richard
Le 18 juin 2013

LIBRE OPINION

Le déplorable «jeunisme» de Laurent Saulnier

FRANCIS HÉBERT
Montréal

Dans un article récent du *Devoir*, Sylvain Cormier signalait un entretien avec le responsable de la programmation des FrancoFolies de Montréal, Laurent Saulnier. Dans ce texte, qui ressemble à une complaisante causerie d'anciens combattants, Saulnier (jadis journaliste au *Voir*) explique que l'organisation des FrancoFolies de Montréal est allée le chercher pour rajeunir son public.

Saulnier raconte que les «vieux» (pour reprendre son terme si respectueux) devaient peu à peu disparaître pour redynamiser les Francos. C'est donc à cause de lui que, depuis quelques années, on assiste à une lente et sûre disparition de tout un pan important de la chanson française: les chansonniers, les chanteurs poétiques, les gratteurs de guitares. Bref, tous les descendants de Félix Leclerc et Georges Brassens: dehors! On ne veut

plus de vous. Les seules mentions que vous aurez, ce sont les soirées hommage où ce qui compte, c'est la nostalgie compassée. Pas la célébration d'une chanson vivante.

Il en existe pourtant beaucoup, des chansonniers très créatifs, avec un répertoire bien à eux, qui continuent à écrire des chansons nouvelles. Par exemple, l'excellent auteur-compositeur-interprète belge Jofroi est au pays ces temps-ci, pour quelques récitals à Tadoussac, Québec, Sherbrooke, Montréal. Qui en parle? Comment se fait-il qu'un tel artiste chante dans un petit bistro loin dans Montréal plutôt que dans un festival important?

Ce type de chansons était défendu par Hélène Pedneault, dès qu'on lui confiait un micro (en remplacement, l'été). Ou Elizabeth Gagnon, à qui on doit la belle et défunte émission *Chansons en liberté* à la Chaîne culturelle de Radio-Canada, qui faisait de la place à ces chanteurs méconnus, mais bouillants de sève. Qui diffuse

désormais les Jacques Bertin, Jean-Marie Vivier, Jean Vasca, Morice Bénin ou Louis Capart?

Notre époque macère dans le jaunisme, et Laurent Saulnier se fait ainsi le fossoyeur d'une certaine chanson française tout en prétendant tenir compte du goût de tous les publics! C'est d'une incohérence rare!

Ces chansonniers que l'on écarte à Montréal, ils ont pourtant bouleversé plusieurs générations. Le producteur Pierre Jobin en fait encore venir à Québec. Le festival de Tadoussac y consacre une part de sa programmation. L'Atelier à l'Écart en accueillait encore à Longueuil il y a quelques années.

Mais pas à Montréal. Pas au plus gros festival. Où on dissimule, pour être dans le vent, des artisans importants, avec la complicité des médias. Pourtant, il suffirait de lui redonner un peu d'espace pour que des générations plus jeunes y prennent goût.

IDÉES

POLLINISATEURS SAUVAGES À RISQUE

Le même destin tragique que l'abeille domestique ?

Il est possible de poser des actes concrets pour protéger ces alliées, mais avec l'aide des gouvernements

MADELEINE CHAGNON

Entomologiste et chercheuse associée au Département des sciences biologiques de l'Université du Québec à Montréal

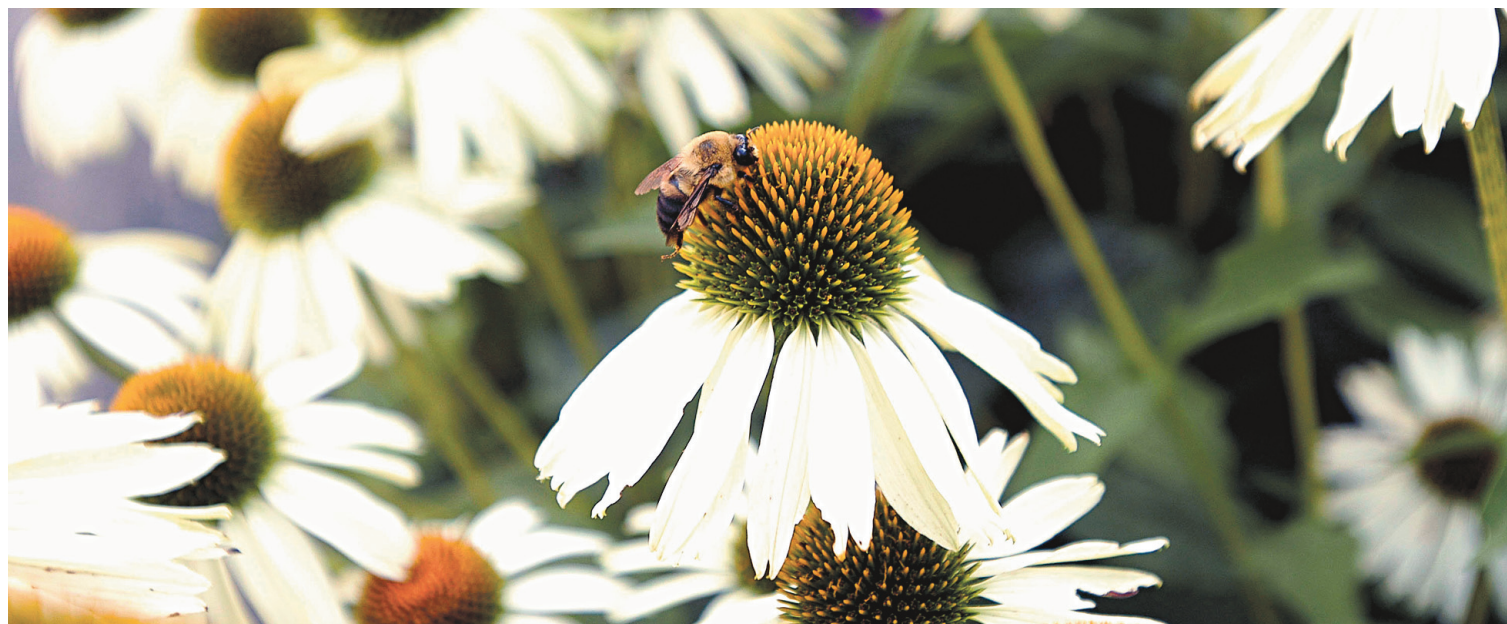
CHRISTINE GINGRAS

Directrice générale adjointe de Nature Québec

Les pollinisateurs, nous le savons, sont responsables de la production d'un grand nombre de cultures de fruits et de légumes, cultures que nous consommons tous les jours et qui nous procurent un bon apport d'éléments nutritifs. Cette pollinisation par les insectes est aussi nécessaire à la régénération de nombreuses cultures fourragères utilisées par le bétail. Nous reconnaissons maintenant le rôle essentiel de ces précieux alliés, rôle directement lié à notre propre survie.

L'insecte pollinisateur le plus réputé est sans aucun doute l'abeille domestique, mieux connue sous le nom d'abeille domestique. Ce pollinisateur est domestiqué, tout comme la vache, le porc ou la volaille. Il est donc possible pour l'humain d'avoir un certain contrôle sur le maintien des populations d'abeilles. Malgré cela, depuis quelques années, les apiculteurs de toutes les régions du monde déplorent annuellement une perte de colonies d'abeilles allant de 30 à 70%, et parfois plus.

Pendant que les apiculteurs s'acharnent à rebâtir leurs colonies perdues, qui s'occupe



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Depuis quelques années, les apiculteurs de toutes les régions du monde déplorent annuellement une perte de colonies d'abeilles allant de 30 à 70%, et parfois plus.

des pollinisateurs sauvages? Ces espèces hébergées par les milieux naturels sont-elles aussi en train de dépérir?

À l'échelle mondiale, quelque 17 000 espèces de pollinisateurs sauvages ont été identifiées, dont 3 500 en Amérique du Nord. Au moins 1 000 de ces espèces sont présentes au Canada, dont plus de 350 au Québec. Depuis le milieu des années 1990, des baisses de population de ces pollinisateurs ont été signalées sur pas moins de quatre continents.

Le déclin d'une population est défini comme une diminution du nombre d'individus ou encore du nombre d'espèces dans un milieu, dans le temps. Selon les experts chargés d'estimer le déclin des pollinisateurs, ce type de situation est observable et varierait

d'une espèce à l'autre. Pour obtenir un nombre suffisant de pollinisateurs et assurer le rendement optimal de nos cultures, il est possible d'augmenter le nombre d'individus par l'élevage d'espèces sélectionnées. Au fil des siècles, c'est ainsi que l'humain a domestiqué l'abeille. Toutefois, ce ne sont pas toutes les espèces qui peuvent être domestiquées. La majorité des pollinisateurs sauvages sont solitaires, et non sociaux. L'élevage de ces espèces solitaires est impossible.

Les insecticides

La protection et le maintien des populations naturelles locales s'avèrent des stratégies durables de conservation des pollinisateurs. Or, une des signataires de la présente lettre,

Madeleine Chagnon, qui s'intéresse aux effets des insecticides néonicotinoïdes systémiques sur les abeilles, a publié avec sa collègue Monique Boily une étude dans laquelle elles réitérent leurs inquiétudes par rapport à la présence même de ces composés chimiques dans l'environnement pour la survie des pollinisateurs. En effet, à partir de biomarqueurs, l'étude a démontré une hausse de l'activité de l'enzyme AChE chez les abeilles qui étaient exposées au pollen de plants de maïs qui avaient été ensemencés avec des graines enrobées de ces pesticides systémiques de la famille des néonicotinoïdes. Ainsi traitée, la plante récupère une dose mortelle de l'insecticide, ce qui la protège des insectes ravageurs. Malheureusement, ce produit se retrouve

aussi, à plus faibles doses, dans le pollen et le nectar des plantes. Basé sur les résultats de nombreuses études importantes, l'usage de ces insecticides fait présentement l'objet d'un moratoire dans plusieurs pays du monde.

Il existe bien sûr d'autres causes possibles du déclin des pollinisateurs, incluant la perte de diversité des ressources florales, les pathogènes et les parasites. Cependant, des études ont démontré que l'exposition, même sous-létale, à ces pesticides neurotoxiques pourrait accentuer les effets néfastes de ces autres facteurs de stress. Des études sont en cours au laboratoire de Valérie Fournier de l'Université Laval pour vérifier les risques d'exposition des abeilles domestiques et sau-

vages aux poussières de semences contenant des néonicotinoïdes, lors des semis de maïs, de soya et de canola.

Bien que l'on considère que les abeilles sauvages jouent un rôle clé dans les fonctions des écosystèmes, très peu d'études ont exploré la dynamique de ces populations. De plus en plus, on observe de grandes fluctuations des populations chez ces pollinisateurs à l'échelle de la planète, ce qui peut avoir d'importantes conséquences sur l'équilibre des relations écologiques dans les écosystèmes naturels.

Par des initiatives individuelles, communautaires et urbaines, il est possible de poser des actes concrets pour protéger ces alliées. Toutefois, nous avons besoin de l'aide des gouvernements, afin qu'ils posent des gestes notoires tels que la création d'aires de conservation, et surtout, la mise en place d'une réglementation plus adaptée à la réalité des espèces contre les stress environnementaux qui les menacent, tels que les néonicotinoïdes, allant jusqu'à les interdire.

Tout comme l'abeille domestique, les pollinisateurs sauvages butinent les plantes agricoles dans leur environnement. Avec l'intensification croissante de l'agriculture, il est important de prendre des mesures de gestion des ennemis des cultures qui permettront le développement d'une agriculture durable. Tout cela, pour assurer la conservation à long terme de nos ressources alimentaires et aussi la survie de l'équitable écosystème dans lequel nous vivons. En somme, il est donc question ici de notre propre survie!

LA RÉPLIQUE > PROSTITUTION

Simone n'aurait pas été dupe

Devant l'oppression patriarcale que représente la prostitution, il y a fort à parier que de Beauvoir aurait choisi le camp abolitionniste

ÉLIANE LEGAULT-ROY

Responsable des communications, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

Viviane Namaste de l'Institut Simone de Beauvoir affirmait samedi que la philosophe existentialiste aurait approuvé la décriminalisation totale de l'industrie du sexe. L'argumentaire de M^{me} Namaste ne m'ayant pas convaincue, je suis donc retournée lire cette chère Simone pour en conclure que, si elle vivait aujourd'hui, elle serait résolument abolitionniste.

Dans *Pour une morale de l'ambiguïté* (1947), Beauvoir soutient que les humains se perçoivent mutuellement comme des objets, ce qui les brime dans leur désir d'exercer leur subjectivité. En ce sens, l'objectification des individus, qui nie leur subjectivité les atteint dans ce qu'ils et elles ont de plus précieux: leur humanité. Dans *Le deuxième sexe*, Beauvoir démontre que la femme est objectifiée par le fait que son existence même est nommée par son sexe. La valeur de la femme étant son corps, sa subjectivité, voire son humanité, est nulle et non avenue.

Dans ce livre, Beauvoir affirme aussi que la femme ne peut se penser sans homme. En ce sens, la prostitution, qui n'existe que pour les hommes (99% des clients de la prostitution), est une démonstration patente du rôle de l'homme comme référent de la femme. Alors que la personne prostituée est objectifiée par le client qui achète un corps pour assouvir son désir, l'altérité de la femme est réaffirmée par le fait qu'elle est prostituée (l'objet) par le prostitué (le sujet).

Cette négation de l'humanité de la femme par la transaction prostitutionnelle n'est pas un acte isolé entre «deux individus consentants», comme le veut la rhétorique procridémocratisante. Elle s'inscrit plutôt dans le cadre structurant de la société patriarcale qui limite la liberté de toutes les femmes et assigne à chacune son rôle.

Beauvoir abolitionniste

Devant l'oppression patriarcale que représente la prostitution, il y a fort à parier que de Beauvoir aurait choisi le camp abolitionniste. Si elle évoque le fait que «la prostituée n'a pas les

LE DÉCLENCHEUR

«On peut imaginer que Simone de Beauvoir refuserait la position abolitionniste féministe sur la prostitution. Au contraire, elle revendiquerait le droit des femmes à travailler en toute liberté. [...] Sa valorisation de leur solidarité la conduirait à critiquer des lois, comme celle sur les maisons de débauche [...]. Beauvoir dénoncerait en définitive tout cadre juridique (tel que celui en place au Canada) exigeant que les "travailleuses du sexe" se retrouvent à exercer leur métier de manière isolée.»

Viviane Namaste, *Le Devoir de philo*, 15 juin 2013.

droits d'une personne», ce n'est pas pour défendre «le droit de se prostituer», mais bien plutôt les droits au respect, à la dignité et à la liberté que nie la prostitution.

Pour Beauvoir, la prostitution est un esclavage. Elle affirme: «Dans un monde où sévissent misère et chômage, dès qu'une profession est ouverte, il y a des gens pour l'embrasser [et] il est bien hypocrite de s'étonner des offres que génère la demande masculine.» Pour ces mêmes raisons, les abolitionnistes préfèrent agir sur les inégalités systémiques — afin que la prostitution ne joue pas le rôle de filet social pour les femmes — ainsi que sur la demande masculine par la sensibilisation à l'égalité entre hommes et femmes et la criminalisation des prostituées.

Consciente que bien des obstacles maintiennent les femmes dans la prostitution, Beauvoir est sensible à la stigmatisation dont elles sont victimes. Cependant, contrairement à ce que M^{me} Namaste semble affirmer, Beauvoir souligne que ce stigma n'est pas lié au fait d'exercer dans la clandestinité, mais plutôt au fait que la femme prostituée est une Autre sacrifiée au désir de l'homme. En ce sens, la philosophe aurait opté pour le modèle nordique — qui décriminalise les femmes et s'attaque à ceux qui voudraient les voir rester dans la prostitution —, puisqu'il refuse explicitement la stigmatisation et la

mise à disposition d'un groupe de femmes aux désirs des hommes.

La solidarité des opprimées

Déformant les propos de Beauvoir pour appliquer l'altérisation à une dichotomie inventée entre travailleuses du sexe et abolitionnistes, M^{me} Namaste fait référence dans son texte à une solidarité glorifiée entre les femmes prostituées et le «contre-univers» dans lequel elles retrouvent la dignité humaine. Toutefois, chez Beauvoir, cette solidarité et ce «contre-univers» sont loin d'être aussi positifs. Selon la philosophe, la solidarité entre les femmes dans la prostitution s'explique par le fait qu'elles sont dégoûtées par leurs relations commerciales avec la moitié de l'humanité et par la violence de leurs proxénètes. En ce sens, c'est en tant qu'Autre que naît cette solidarité, c'est-à-dire en tant que femmes par rapport au groupe hommes. Selon les mots de Beauvoir, la femme prostituée a besoin des autres femmes «pour créer ce contre-univers que toute femme opprimée par l'homme réclame».

La décriminalisation totale de la prostitution apparaît comme une abdication devant cette altérisation, au détriment des femmes et de la solidarité qu'elles espèrent. La réponse à l'oppression patriarcale ne peut se trouver dans la légalisation de ses pratiques. La véritable solidarité envers les personnes prostituées exige de se dresser en tant que femmes, solidaires et sujets de leurs propres existences. Et de refuser les pratiques de domination.

Beauvoir aurait souhaité cette solidarité féministe, solidarité qui demande que celles ayant le privilège du choix ne l'imposent pas à celles que les conditions d'existence oppriment. La solidarité suppose le refus de certains privilèges, qu'il s'agisse de privilèges de race, de classe, ou, dans ce cas-ci, du privilège de choisir la prostitution.

Il ne faut pas oublier les apports importants de Simone de Beauvoir au féminisme: la théorie de l'oppression de genre et le concept de construction de l'Autre qui rendent possibles la prostitution de même que la solidarité et l'engagement politique qui nous encouragent à y résister. Simone dénoncerait aujourd'hui l'industrie du sexe, expression suprême du pouvoir capitaliste et patriarcal, de même que celles et ceux qui la défendent comme un lieu d'expression du pouvoir des femmes. Bref, elle ne serait pas dupe...



GEORGES BENDRIHEM AGENCE FRANCE-PRESSE

Lire aussi : Fabulations autour de Simone de Beauvoir et de la prostitution.

Le débat se poursuit sur notre site Web, avec le texte de la chercheuse Emma Lévesque, dont voici un extrait: «Pour affirmer que Simone de Beauvoir n'était pas abolitionniste, Viviane Namaste n'a eu d'autre choix que d'évacuer son utopie d'un monde sans prostitution. Dans Le deuxième sexe, de Beauvoir explique que "[p]our que la prostitution disparaisse il faudrait deux conditions: qu'un métier décent fût assuré à toutes les femmes; que les mœurs n'opposent aucun obstacle à la liberté de l'amour." En conclusion, de Beauvoir ajoute que dans un "monde où les hommes et les femmes seraient égaux, [...] la liberté érotique serait admise par les mœurs, mais l'acte sexuel ne serait plus considéré comme un 'service' qui se rémunère". Bref, de Beauvoir était abolitionniste.» *LeDevoir.com*

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (cartooniste), information générale: Marie-Andrée Chouinard (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société) et Jean Dion (sports); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Ditot (reporter); information culturelle: Louise-Maude Rioux Soucy (chef de division), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Marco Bélair Cirino, François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Follie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papiéau (pupitre), Sophie Charrier, Karl Rettino-Parozelli et Geneviève Tremblay (assistants); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Claire Breton, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elinam, Amélie Maltais, Claire Paquet, Catherine Pelletier, Chantal Rainville, Nadia Sebati, (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Élise Girard (secrétaire). PRODUCTION Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin, Nathalie Zematits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Jean-Robert Divers (responsable de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (responsable des services à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur et Véronique Page.

ACTUALITÉS

SCHNOBB

SUITE DE LA PAGE 1

années, ont fait le saut en politique.

Coderre

M. Schnobb animait mercredi deux panels de discussion dans le cadre du 15^e Forum international sur le Web et l'Internet sur le thème des villes et territoires intelligents qui se déroulait à la Société des arts technologiques (SAT). Le candidat à la mairie Denis Coderre était d'ailleurs présent en matinée puisqu'il prononçait les discours d'ouverture du Forum et s'est engagé à faire de Montréal une «ville intelligente» s'il est porté au pouvoir le 3 novembre prochain.

Philippe Schnobb a indiqué au *Devoir* avoir pris l'engagement de participer à cet événement il y a plusieurs mois et qu'il ignorait jusqu'à tout

réemment que Denis Coderre y prendrait part.

Le journaliste de 49 ans devrait pouvoir obtenir un congé sans solde de son employeur afin de mener sa campagne électorale. Advenant une défaite le 3 novembre, il réintégrera son poste à Radio-Canada, mais ne pourra pas revenir en ondes, a-t-il précisé.

L'annonce de cette candidature vedette devait être faite en conférence de presse vendredi, mais l'entourage de Denis Coderre a finalement décidé de devancer l'événement. Les médias sont donc convoqués jeudi matin.

Jean Fortier

Dans le camp de Mélanie Joly, qui a annoncé sa candidature à la mairie de Montréal lundi dernier, on s'active aussi à recruter des candidats. Jean Fortier, ancien président du comité exécutif sous l'administration de Pierre Bourque, effectuera un retour dans l'arène municipale et se joindra à l'équipe de M^{me} Joly, a confirmé celle-ci au *Devoir*.

PÉNURIES

SUITE DE LA PAGE 1

dans son nouveau rapport.

L'Afrique et l'Asie du Sud-Est seraient les premières victimes de ces pénuries de denrées essentielles à la survie, alors que leurs habitants «ne sont pas maîtres de la hausse de la température mondiale», a insisté le président de la BM. La part des populations en état de malnutrition risquerait par ailleurs de flamber «de 25% à 90%» en fonction des pays.

L'Asie du Sud et du Sud-Est serait aussi sous la menace d'autres «crises majeures». Les inondations massives qui ont touché plus de 20 millions de personnes au Pakistan en 2010 pourraient devenir «monnaie courante», selon la BM. De violents épisodes de sécheresse pourraient également frapper l'Inde, tandis que la montée des eaux en Asie du Sud-Est, associée à des cyclones, pourrait se traduire par l'inondation d'une «grande partie» de Bangkok dans les années 2030, d'après le rapport.

En fin de compte, c'est tout l'objectif de réduction de la pauvreté extrême qui risque de pâtir de l'inaction de la communauté internationale. «Le changement climatique fait peser une menace fondamentale sur le développement économique et la lutte contre la pauvreté», a admis M. Kim mercredi.

La Banque mondiale, qui a doublé en un an ses investissements destinés à financer l'adaptation des pays aux changements climatiques (4,6 milliards de dollars en 2012), admet par ailleurs qu'elle doit elle aussi opérer un «changement radical» en cessant de financer des projets de développement émetteurs de CO₂.

Les gouvernements déterminés à exploiter de nouvelles réserves pétrolières et gazières sur leur territoire — comme celui du Canada et du Québec — devraient aussi y penser à deux fois avant d'aller de l'avant, selon la Commission

sur le climat de l'Australie. Dans un rapport publié lundi, elle a fait valoir qu'il faudrait laisser 80% des réserves d'énergie fossile mondiales dans le sol. Sans quoi, c'est tout simplement «l'existence de notre société» qui est menacée.

Fonte du pergélisol

La situation est d'autant plus critique qu'une nouvelle étude britannique indique que le pergélisol devrait commencer à dégeler de façon durable d'ici 10 à 30 ans. Ce pergélisol représente un quart de la surface des terres dans l'hémisphère Nord. Au niveau mondial, il renferme pas moins de 1700 milliards de tonnes de carbone, soit environ le double du CO₂ déjà présent dans l'atmosphère.

Selon des travaux menés par le Département des sciences de la terre de l'Université d'Oxford, le pergélisol pourrait commencer à fondre à partir d'un réchauffement du globe de 1,5°C. Si cette matière organique gelée fond, elle relâche lentement tout le carbone qui y a été accumulé au fil des siècles.



AGENCE FRANCE-PRESSE

Le pergélisol pourrait commencer à fondre à partir d'un réchauffement du globe de 1,5°C.

BOULAY

SUITE DE LA PAGE 1

plier les mécanismes qui nous font les aimer... ou pas». Je voulais reparler aux Sœurs Boulay pour leur spectacle des Francos, ce vendredi au Club Soda, et j'ai pensé au livre de Venne: et si on essayait de comprendre comment il se fait que dans leurs chansons, à chaque écoute, on a le cœur qui fait twoui-twoui à des moments très précis? Quelle part de travail essai-erreur, de décisions parfaitement conscientes, de pur instinct (c'est-à-dire la ponction involontaire dans le grand bagage de musique)?

Il se trouve que mon amie Dominique et sa fille Juliette, son aînée, 14 ans, sont les plus grandes fans des Sœurs que je connaisse. L'album *Le poids des confettis* ne les a pas quittées depuis la sortie, fin mars. C'est tout naturellement autour de leur table de cuisine qu'on se retrouve fin mai en compagnie de Stéphanie et Mélanie, instruments à portée de démonstration. Do a noté des moments-clés dans certaines chansons, moi dans d'autres. On y va, les filles? On y va.

Des shooters de fort sur le bras

Un sol. Il y a un sol en plus, uniquement dans le deuxième refrain de *Shooters de fort*, après le fa, au lieu d'aller tout de suite au la mineur. J'ai constaté ça en apprenant à jouer la chanson. Ça crée quelque chose, ce sol en plus. Une sorte de flottement, un espace pour l'émotion. «C'était pour suivre le texte», explique Stéphanie. Comme dans *Quand j'aime une fois, j'aime pour toujours* de Desjardins, comme dans la tradition folk, «dans presque chaque chanson de Jimmy Rodgers»: si la phrase est plus longue, on ajoute un accord, et puis voilà. «Quand on est arrivées avec un band, raconte Mélanie, ils ont fait: hein? C'est weird, qu'est-ce qui se passe? C'est inégal. On n'avait aucune idée de ça, nous autres.» M'étant commise, me voilà jouant *Shooters de fort* avec elles. Oui, je me suis trompé d'accords. Mélanie, compatissante: «C'est pas grave, Sylvain! Je me trompe tout le temps de toute façon...» Après la perfo, on comprend mieux: la petite rallonge du sol donne du temps à l'émotion d'agir. «Il y a comme une ouverture», soumet Stéphanie. Exactement.

Ça mouille les yeux

Dominique: «La dernière fois qu'on s'est retrouvées en auto, Juliette et moi, on écoutait beaucoup Ça mouille les yeux ensemble. Sur repeat.» Ce qui l'a frappée: l'importance des notes partagées dans cette chanson par ailleurs farcie d'harmonies. «C'est là [que ça se passe], c'est quand vous embarquez à l'unisson.» Mélanie est bien d'accord: «Je commence à chanter toute seule. [...] Dès qu'une deuxième voix embarque, ça grossit la patente, mais en harmonie, ça grossit trop vite, alors Stéphanie embarque à l'unisson, ça fait juste rajouter une 'tite tite couche de plus. A un moment donné, les voix se séparent, et reviennent ensemble, se reséparent, et à la fin, il y a les brass qui embarquent et ça grandit comme ça...» Stéphanie prend le relais: «Nous, quand on écoute de la musique et qu'il y a un unisson qui splitte, ça nous fait de quoi.» Et les Sœurs d'offrir, a capella, un extrait de la chanson de Crosby, Stills, Nash and Young: *Our House*. Et puis la portion finale de *Ça mouille les yeux*. On sent bien le surcroît d'émotion quand l'unisson devient harmonie. «C'est la coche de plus», dit Mélanie. Chanson bien nommée: oui, ça mouille les yeux.

Chanter en harmonie

Dominique leur parle de *Lola en confiture*. La conversation, d'abord centrée sur le propos, amène les Sœurs à examiner une autre façon d'harmoniser: la manière inextricable. Stéphanie: «On se croise tout le temps dans la toune. Ce qui fait la chanson, c'est l'harmonisation. Je ne peux pas chanter *Lola* toute seule. Je n'ai plus de repères.» Mélanie sait d'où ça vient: «Je me rappelle qu'on avait entendu Antoine Gratton et Manuel Gasse faire un show ensemble, c'est pas des frères, mais c'est des frères spirituels en maudit [...], même si je les connais tous les deux, je sais jamais qui chante quoi, ils arrêtent pas de se croiser. Ça m'avait vraiment marquée.» Stéphanie: «On avait des gros frissons et on brailait, tellement les harmonies étaient belles. J'ai chanté une fois *And I Love Her des Beatles* avec [Antoine], j'avais jamais ressenti ça, il fait des contre-chants, il descend quand il monte, il monte quand il descend. Tu respire tout croche quand l'écoutes ça...»

Cul-de-sac

Là où mon cœur répond dans *Cul-de-sac*, dis-je aux Sœurs, c'est dans les très brèves saillies en voix de tête dans le refrain, dans le «prends» de

Sa candidature sera officiellement annoncée lorsque le parti sera autorisé par le Directeur général des élections (DGE), a indiqué Mélanie Joly, qui a vanté l'intégrité de son futur candidat. Au cours des dernières années, M. Fortier a dénoncé à maintes reprises la corruption dans le monde municipal.

Rappelons que Jean Fortier a occupé les fonctions de président du comité exécutif de la Ville de 1998 à 2001. En 2001, il avait mordu la poussière contre... Michael Applebaum dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce.

Puis, en 2004, M. Fortier avait tenté de se faire élire dans la circonscription fédérale d'Ahuntsic sous la bannière du Parti conservateur.

Plus tôt cette semaine, Mélanie Joly s'est fait taper sur les doigts par le DGE, qui lui a reproché d'avoir lancé sa campagne électorale sans avoir, au préalable, déposé de demande d'autorisation pour être candidate à la mairie.

Le Devoir

Or, cet énorme apport de CO₂ rejeté dans l'atmosphère n'a jusqu'à présent pas été pris en compte dans les projections sur le réchauffement climatique qui sont utilisées dans le cadre des négociations mondiales sur le climat. La communauté internationale s'est donné comme objectif de limiter le réchauffement à 2°C et d'y parvenir en concluant un accord contraignant regroupant 190 États d'ici 2015. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, est d'ailleurs catégorique: il sera «bientôt trop tard» pour sauver la santé environnementale de la planète si les pays n'y parviennent pas.

Mais pour freiner la hausse du thermomètre, il faudrait que la concentration de CO₂ plafonne entre 350 et 400 parties par million (ppm). Les prévisions des scientifiques indiquent que celle-ci devrait atteindre 450 ppm d'ici quelques décennies.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

AUSSANT

SUITE DE LA PAGE 1

Le chef d'Option nationale a donc «pris la difficile décision de [se] retirer de la vie politique, le temps que [sa] situation familiale soit plus propice à un engagement aussi intense et entier que celui de faire de la politique active.» M. Aussant a indiqué qu'il reviendra certainement à la politique quand ses enfants auront grandi.

Pratiquement personne n'avait pressenti le départ de M. Aussant. «C'est une immense surprise», confie Catherine Dorion, candidate d'ON à Québec et membre du conseil national du parti. «C'est assurément une décision très pénible et douloureuse», ajoute l'ancien député péquiste Camil Bouchard, proche de M. Aussant.

Le 3 mars, Jean-Martin Aussant avait reçu un appui de 97% des militants lors du congrès du parti. La formation lui avait aussi accordé l'équivalent du salaire d'un député (près de 87000\$) pour s'assurer qu'il puisse se consacrer à temps plein à ses tâches de chef. Jean-Martin Aussant a expliqué mercredi qu'il lui est désormais impossible de «reporter le conflit famille-politique» plus longtemps. Dès la fondation de son parti, il mentionnait la question de sa situation personnelle comme frein à son engagement.

Le couple Jacques Parizeau et Lisette Lapointe, amis proches de Jean-Martin Aussant et de son parti, s'est dit «bouleversé» par la nouvelle de la démission du «fils spirituel» de l'ancien premier ministre. Jean-Martin Aussant les a contactés mardi pour leur annoncer la nouvelle, au cours d'une conversation que l'ancienne députée qualifie de «déchirante».

Jointe en Europe, la voix de M^{me} Lapointe trahissait une blessure encore vive. «Disons que je suis bien triste, mais en même temps, je comprends. Et je comprends que c'est un au revoir.»

Pas un pique-nique

Mais le parti que M. Aussant a fondé en octobre 2011 sera-t-il encore là à son retour annoncé? L'ex-chef est lui-même convaincu qu'Option nationale lui survivra. «Il a plus que jamais sa raison d'être», estime-t-il. Selon lui, il y a quantité de «leaders naturels» dans les quelque 8000 membres et militants du parti.

Tous reconnaissent toutefois que les lendemains seront difficiles pour Option nationale. Le parti compte sur une base de militants jeunes et dévoués, mais ses assises demeurent fragiles. Option nationale a récolté moins de 2% des voix aux dernières élections, avec 82 500 votes.

«Il y a tellement d'intelligence et de ferveur dans ce parti, je ne peux imaginer qu'il va se dissoudre», dit Camil Bouchard. Mais ce ne sera pas un pique-nique. Le parti s'engage dans une période très délicate et difficile.»

Lisette Lapointe avoue qu'il sera difficile pour quiconque de remplacer Jean-Martin Aussant, qui restera «l'inspiration» du parti. Mais elle «pense qu'à l'intérieur du parti, il y a certainement des jeunes qui seraient prêts à relever le défi». Aucun des ex-députés péquistes proches de M. Aussant — Lisette Lapointe, Camil Bouchard et Pierre Curzi — n'a l'intention de se présenter à sa succession, ont-ils confirmé mercredi.

M. Curzi espère lui aussi que la démission du chef permettra aux jeunes de prendre leur envol. «Je crois qu'il est sage de laisser la place à ce beau monde», dit-il.

Marois salue

À Québec, la première ministre Pauline Marois a tenu à témoigner son «respect» à son ancien député. «J'ai parlé à Jean-Martin il y a quelques instants pour lui dire que je lui souhaitais bonne chance pour la suite des choses et que je savais que le Québec pourrait compter sur lui comme souverainiste, peu importe là où il sera.»

Refusant de dire si son départ signifiait une bonne ou une mauvaise nouvelle pour la cause indépendantiste, la première ministre a toutefois réitéré que c'est par le PQ que passait la souveraineté. «Il y a une place, si on veut travailler à la souveraineté, où les gens sont tous les bienvenus, et c'est au PQ.»

Catherine Dorion estime toutefois que M^{me} Marois se trompe si elle croit que les militants d'Option nationale vont simplement réintégrer le giron péquiste. «Tous ceux à qui j'en parle disent la même chose: voter ON, c'était voter à part, voter différemment, voter pour la souveraineté. Ce n'était pas juste une question d'être un peu plus à droite ou à gauche, c'est plus profond.»

Jean-Martin Aussant avait claqué la porte du Parti québécois en juin 2011 afin de siéger comme indépendant. Il a été battu par le caquiste Donald Martel lors de l'élection de septembre 2012 dans Nicolet-Yamaska.

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans un texte paru sur notre site Internet, dans la journée du 19 juin, intitulé *Commission Charbonneau: Vaillancourt était à la tête du système de collusion, confirme l'ex-d.g. de Laval*. Contrairement à ce que nous écrivions, Claude De-guise n'a pas travaillé directement à la Société des ponts fédéraux lors de son départ de la Ville de Laval. Il a été employé par l'une de ses filiales, soit la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain.

Le Devoir

En spectacle au Club Soda, vendredi à 19 h; Joseph Edgar en première partie.

À écouter: Extraits de la rencontre, conversation et chansons, avec les Sœurs Boulay. LeDevoir.com

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390